



**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE MEDITERRANEAN**  
**ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE LA MEDITERRANEE**  
الجمعية البرلمانية للبحر الأبيض المتوسط

**3<sup>ème</sup> Commission permanente sur le Dialogue entre les Civilisations  
et les Droits de l'Homme**

**Groupe d'Etude spécial sur l'Egalité des Genres et les Droits de la Femme**

**Les Femmes en politique dans la Méditerranée**

**Co-Rapporteurs:** Mme Askin Asan, (Turquie) & Mme Houda Bizid Blaiech, (Tunisie)

***Résolution approuvée par consensus par la 3<sup>ème</sup> Commission permanente  
lors de sa 4<sup>ème</sup> réunion le 26 juin 2009 à Lisbonne***

***L'Assemblée parlementaire de la Méditerranée,***

- Considérant la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948,
  - Considérant la Convention des Nations Unies sur l'Elimination de toutes les formes de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDAW) de 1979,
  - Considérant la résolution 1990/15 du Conseil économique et social des Nations Unies, datée du 24 mai 1990,
  - Considérant la Déclaration de Barcelone de 1995,
  - Considérant la Déclaration de Pékin et le Programme d'Action adoptés par la 4<sup>ème</sup> conférence mondiale sur les femmes de 1995 ainsi que les résultats des trois conférences mondiales de 1975, 1980 et 1985,
  - Considérant le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies sur l'Elimination de toutes les formes de Discrimination à l'égard des Femmes,
  - Considérant la Déclaration politique et le document intitulé " Nouvelles mesures et initiatives pour la mise en œuvre de la Déclaration de Pékin et le Programme d'Action", adoptés à la 23<sup>ème</sup> session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies "Les femmes en l'an 2000 : Egalité des Sexes, Développement et Paix pour le 21<sup>ème</sup> siècle »,
  - Considérant les Objectifs du Millénaire de l'an 2000,
  - Considérant les Conclusions de la conférence euro-méditerranéenne sur « Le renforcement du rôle des femmes dans la société » tenue à Istanbul en 2006,
  - Considérant les conclusions de la Conférence ministérielle de l'Organisation de la Conférence islamique sur « Le rôle des femmes dans le processus de Développement » tenue à Istanbul en 2006,
1. *Rappelant* que le renforcement de la participation féminine dans les processus de décisions constitue un élément clef de l'égalité des genres,

2. Demande à tous les états membres de l'APM de veiller au respect scrupuleux de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes,
3. Invite les États membres de l'APM qui ne l'ont pas encore fait à étendre la possibilité de signer et/ou de ratifier le Protocole facultatif à la Convention précitée,
4. *Reconnaissant le fait que* la représentation égale des hommes et des femmes à tous les niveaux nécessite un fort degré de mobilisation, de représentation et de législation de même qu'une forte volonté politique,
5. *Consciente que* souvent les contraintes financières, sociales et culturelles limitent ou empêchent la participation active des femmes,
6. *Reconnaissant que* les diverses mesures, telles que les systèmes de quotas, mises en place afin d'accroître le niveau de la participation des femmes dans les processus de décision ont eu des résultats positifs, particulièrement au niveau local,
7. *Consciente que*, malgré tout les femmes restent sous-représentées dans les organes de décisions nationaux et internationaux,
8. *Note avec préoccupation* qu'aucun des pays méditerranéens n'a atteint l'objectif de 30 % de femmes parlementaires instauré par le Conseil économique et social des Nations Unies en 1990,
9. *Regrette* que les Etats membres de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée soient positionnés en dessous de la moyenne mondiale en ce qui concerne le pourcentage de femmes parlementaires,

## Décide

1. De demander aux Etats-membres d'entreprendre les efforts suivants:
  - a. Mettre en place des programmes d'action positive tels que des quotas sous forme de pourcentages obligatoires de femmes candidates pour les élections et qui sont devenus les mécanismes les plus utilisés pour faciliter l'entrée des femmes dans les institutions représentatives,
  - b. Promouvoir une participation plus équilibrée des hommes et des femmes à tous les niveaux de gouvernement,
  - c. Mettre en œuvre un ensemble de mesures cohérent qui encourage l'égalité des chances dans le secteur public,
  - d. Encourager le secteur privé à accroître la présence des femmes à tous les niveaux du processus de décision,
  - e. Identifier les acteurs et alliés pertinents et de collaborer avec eux,
  - f. Eliminer la discrimination de genre et les stéréotypes dans les programmes et le matériel éducatifs,
  - g. Lancer des campagnes de sensibilisation et de soutenir d'autres acteurs à en faire de même,
  - h. Encourager les jeunes filles et les femmes à prendre part et à s'exprimer - autant que les garçons et les hommes - lors d'activités éducatives ou de formation,
  - i. Améliorer le système de statistiques pour élaborer des stratégies viables à l'avenir,
  - j. Soutenir et de développer des études quantitatives et qualitatives sur les obstacles culturels à la participation féminine en politique,
  - k. Prendre immédiatement des actions pour financer de nouvelles initiatives familiales qui permettent une flexibilité au travail,
  - l. Mettre en place des systèmes de garde d'enfants, et de prise en charge des personnes handicapées et des personnes âgées afin de permettre aux femmes

qui s'occupent dans la plupart des cas de ces groupes vulnérables de poursuivre des activités politiques,

2. D'inviter les parlements à reformer leur droit de la famille afin de permettre une plus meilleure accessions des femmes à la vie publique et de leur accorder plus de droits civiques,
3. De Demander aux partis politiques de faciliter et d'encourager la participation des femmes en politique en introduisant certains mécanismes d'assistance comme la sécurisation des sièges, un soutien financier, une formation au « leadership » et l'utilisation de matériel électoral prenant en considération la dimension du genre,
4. De demander à la société civile de promouvoir la création de réseaux entre la société civile, les instituts académiques et les gouvernements de même qu'entre les parlementaires de partis politiques différents et de lancer des programmes de formation et des campagnes visant à accroître la participation féminine et à suivre la couverture médiatique de la vie politique en mettant en particulier l'accent sur les questions ayant trait au genre.
5. De demander à la communauté internationale de lutter contre tous les stéréotypes religieux ou culturels qui s'opposent à la participation des femmes en politique et leur nomination à des postes importantes.